Agriculture, le bilan écologique

Autor(en): **Longet, René**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 864

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1019651

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Agriculture, le bilan écologique

■ Durant des siècles, le 90% de la population pourvoyait elle-même à son propre approvisionnement, et parvenait à peine à dégager de quoi nourrir le 10% de non-producteurs. Aujourd'hui, les proportions sont plus qu'inversées. Un peu plus d'un salarié sur vingt gagne sa vie dans la production primaire, qui a désormais tous les traits d'une industrie. Les crises de surproduction agricole ont montré que les limites de l'intensification et de la rationalisation sont aujourd'hui atteintes. Avant d'évoquer les avenirs possibles pour l'agriculture, parlons un peu de ses coûts écologiques et sociaux.

Coûts écologiques et sociaux de l'agriculture industrielle

● **Pollution des eaux et du sol.** Les déjections des élevages industriels et l'épandage excessif d'engrais sont d'importants facteurs de pollution des eaux. Les nitrates utilisés dans l'élevage ont déjà rendu imbuvable l'eau potable de près de 200 000 Suisses; les épandages contribuent à l'eutrophisation des eaux, et ne sont pas susceptibles d'être retenus par une station d'épuration.
Le sol s'imprègne peu à peu de résidus de traitement agricole, et les accumule dangereusement.

● **Pollution des denrées alimentaires.** Ces résidus (notamment pesticides pour les cultures et antibiotiques pour l'élevage) parviennent aussi à des doses diverses dans les denrées alimentaires. Notons qu'ils sont toujours la marque d'une qualité intrinsèque douteuse de la denrée elle-même: les antibiotiques sont le corollaire obligé de l'élevage industriel...

● **Cercle vicieux des traitements.** Rachel Carson dans le best-seller écologiste *Le printemps silencieux* (1964), a, la première, mis en évidence le danger des produits de traitement. Depuis, certains parmi les plus nocifs, comme le DDT, ont été interdits, principalement en raison de leur fâcheuse propriété de se concentrer le long des chaînes alimentaires. Les pesticides utilisés aujourd'hui chez nous – pas ceux que nous exportons dans le tiers monde! – se dégradent plus rapidement. Mais un autre danger de leur emploi demeure: le développement très rapide et imprévisible de résistances de la part des organismes visés. Des critères de sélection axés sur le rendement à court terme ont appauvri la diversité et la capacité de résistance naturelle des espèces cultivées. Cette nouvelle fragilité a été compensée par un généreux coup de pouce chimique, d'où accroissement du risque pour notre alimentation.

● **Nivellement de la nature et des paysages.** Les monocultures – aboutissement des processus de concentration et de spécialisation – nivellent le paysage en fonction des exigences des machines et des grandes surfaces uniformes. Ce qui signifie disparition des haies, bosquets, zones sèches ou humides, ruisseaux et plantes adventices.
L'intensification agricole porte une lourde responsabilité dans la dramatique réduction des espaces de vie pour la faune et la flore. Une recherche de la Station ornithologique de Sempach montre que si une zone humide naturelle héberge (par unité de 10 ha) 60 couples d'oiseaux de 18 espèces différentes, une zone de culture intensive moderne n'en recèle plus que 6 de 4 espèces. Paradoxe de ce nivellement biologique, on s'acharne à supprimer ce qui pourtant est un excellent auxiliaire du paysan: haies coupe-vent, prédateurs d'insectes nuisibles, etc.

● Finalement, le **coût social** de cette évolution commence lui aussi à peser dans la balance: depuis 1939, soit un peu plus d'une génération, près de deux exploitations sur trois ont disparu.

De l'intensification à l'extensification

Les coûts écologiques et sociaux se traduisent aujourd'hui en coûts financiers et le débat devient politique. Il a fallu quelques années au monde agricole pour encaisser les reproches conjugués des économistes et des écologistes; pour comprendre qu'il avait été piégé, également par ceux qui l'ont orienté vers la productivité maximale. Le fait que l'agriculture soit elle-même victime de la pollution a sans doute aidé à faire passer le message. Les boues des step, chargées de métaux lourds font de la terre nourricière la poubelle des villes, et une récente étude de la station fédérale de Liebefeld chiffre à 500 millions le dommage subi par l'agriculture du fait de la pollution de l'air.
Si écologistes et économistes sont d'accord pour réclamer une autre politique agricole, leurs solutions divergent. Pour les seconds, il s'agit de poursuivre l'évolution vers l'agriculture industrielle, de démanteler les instruments étatiques d'orientation, et de soumettre le secteur agricole à la loi commune de l'économie, quitte à accroître encore les coûts externes. Quant aux premiers, ils voudraient que l'Etat cesse d'intervenir pour stimuler et récompenser la surproduction. Le sens de la politique agricole devrait être de minimiser les coûts externes et de compenser les moins-values dues à des restrictions obligatoires (situation en montagne, taille de l'exploitation, etc) ou volontaires, voire négociées (promotion de la qualité, diminution des traitements chimiques, respect de la diversité des espaces naturels).
Changement de génération à la tête de l'USP, évolution de la recherche, désir des consommateurs de manger plus sainement, même si c'est un peu plus cher, pression écologiste, tout cela devrait déboucher sur ce que M. Piot lui-même appelle l'extensification de l'agriculture, c'est-à-dire une réorientation assez fondamentale des critères de soutien et d'intervention de l'Etat.
Pour que ce changement ait un sens, trois suggestions :

● Des paiements en fonction de la qualité (cela se fait pour le vin, et se fera bientôt pour le lait et le blé), et des frais réels de production.

● Un soutien effectif à l'agriculture de montagne: les disparités de revenus doivent progressivement être comblées.

● Un programme sérieux de conversion à la culture biologique.

René Longet
Société suisse pour la protection de l'environnement